

Budget de la future PAC : tenir compte de la « valeur ajoutée pour l'Europe »

20 octobre 2026

Dans un article de la revue *Studies in Agricultural Economics* paru en juillet 2026, l'économiste A. Matthews analyse les débats sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) post-2027. Il présente d'abord les facteurs ayant fragilisé la PAC antérieure et conduit la Commission à sa proposition de « Vision pour l'agriculture et l'alimentation » en février 2025 : concentration des systèmes de production et iniquité des aides, transformation de la société rurale, hétérogénéité croissante des structures agricoles et des priorités nationales au sein de l'UE à 27 suite aux élargissements, chocs géopolitiques et accroissement de la pression budgétaire, exigences réglementaires liées à l'environnement perçues par les agriculteurs comme des charges administratives et financières supplémentaires n'apportant pas de véritable contrepartie économique, etc.

La proposition de la Commission cherche à combiner quatre objectifs légitimant l'intervention publique : la sécurité alimentaire et la résilience, la transition environnementale, la cohésion territoriale, la compétitivité. L'auteur estime que certains de ces objectifs entrent en tension, voire sont inconciliables dans le cadre des pressions budgétaires et géopolitiques actuelles : c'est le cas de la sécurité alimentaire et de la transition environnementale. Il propose d'utiliser le critère de « valeur ajoutée européenne » pour prioriser les orientations de financements. Selon lui, la valeur ajoutée serait maximale pour le traitement des externalités environnementales transfrontalières, la gestion des crises et le soutien à la recherche et à l'innovation (figure).

Analyse des objectifs de la PAC au regard de la valeur ajoutée européenne

Policy objective	Policy rationale	Potential CAP instruments	EU value added justification?
Food security/ Resilience	Strengthen economic security	DBRS, coupled payments, risk and crisis management, food security studies	Limited evidence that direct payments are necessary to avoid out-sourcing food production; food system resilience mostly a function of off-farm interventions
Sustainability/ environmental stewardship	Promote environmental public goods and prevent natural resource degradation	Farm stewardship, agri environmental and climate actions	Improves long-term resilience and thus collective economic security; positive cross-border spillovers, hard to offset to set the regulatory baseline
Territorial cohesion/rural development	Support rural vitality and maintain agricultural production in less favoured regions	DBRS, coupled payments, AMC payments, LEADER, co-operation measures	Targeted payments can slow rural out-migration but at possible expense of a more competitive farm structure; positive networking effects of local actions; redistribution towards regions with significance for broader EU but needs to be closely linked with wider cohesion and regional policy
Competitiveness/innovation	Improve productivity and encourage the uptake of innovations	AGRI support, EIP-AGRI, investment aid	Improved productivity improves collective economic security and can help to minimise resource use; risk of widening inequalities

Source : *Studies in Agricultural Economics*

L'auteur souligne que la priorisation des objectifs sera difficile en raison de la flexibilité accrue accordée aux États membres dans la nouvelle architecture budgétaire et de gouvernance proposée par la Commission.

Julie Blanchot, Centre d'études et de prospective

Source : [*Studies in Agricultural Economics*](#)